

**EN AVANT LES REVENDICATIONS,
DEFENDRE LES SERVICES PUBLICS, SOUTIEN AUX MOBILISATIONS**

La **Commission Exécutive de l'Union Départementale FO 94** réunie ce jour, tient à apporter son total soutien aux mobilisations en cours et aux différentes structures syndicales engagées dans les actions pour la défense de leurs revendications, des services publics et des statuts, de leurs emplois, de leur pouvoir d'achat et pour le maintien d'un service public en tout point du territoire.

Depuis les agents pénitentiaires contre le manque de moyens et pour la valorisation de leur profession, les salariés des EPHAD pour la création d'emplois (1 agent/1 résident), les retraités contre l'augmentation de la CSG, les enseignants contre la carte scolaire en Val de Marne, les fonctionnaires le 22 mars dernier, les personnels d'Air France pour les salaires, d'Aéroports de Paris, des salariés Carrefour ce 31 mars à Créteil soleil, Ivry gd ciel, Belle Epine... puis récemment les cheminots, les personnels de l'Energie, et les éboueurs....et celles à venir, comme les personnels hospitaliers le 11 avril, les salariés du transport le 17 avril, les mécontentements nombreux et légitimes grondent.

Ils ne sont que le reflet de la condamnation de la politique sociale et économique du gouvernement MACRON/PHILIPPE qui au travers de multiples réformes cassent les garanties, le droit du travail, les statuts pour réduire le cout du travail, pour simplifier et flexibiliser l'organisation du travail, pour faciliter les licenciements...

Dans ce contexte de casse sociale, le **conflit des cheminots** est une force autour de leurs syndicats, de la fédération FO comme de nos syndicats tels Villeneuve St Georges pour le retrait du plan SPINETTA, contre la perspective de réforme de leur statut 077, de leur Société Nationale de Chemins de Fer de l'EPIC vers une Société Anonyme, de la dette abyssale de près de 50 milliards, de la crainte de fermetures de lignes et gares non rentables.

C'est ce qu'a connu la défunte administration des Postes et Télécommunications dans les années90 en Société Anonyme à ce jour avec la création de filiales, une contractualisation privée des agents, de multiples suppressions d'emplois, une dégradation constante de la qualité du service public vers un service mercantile de services...

Les **statuts des cheminots** comme celui de la **fonction publique** pour les fonctionnaires, au contraire de les opposer à une rigidité contrainte, sont des garanties de services publics républicains en tout point du territoire, participant à l'aménagement des territoires, créant l'indépendance et la neutralité des agents dans l'exercice de leurs missions.

La **Commission Exécutive de l'Union** rejette l'attitude du gouvernement jouant les uns contre les autres, de privilégiés, présentant les statuts comme un obstacle à la modernisation et tentant d'entraîner les Organisations syndicales dans l'accompagnement de ses plans en imposant la "co-construction" dans une concertation tout azimut !

Elle soutient et encourage l'ensemble des syndicats FO à se saisir de la mobilisation, à ouvrir la discussion au sein de leurs structures syndicales pour la satisfaction de leurs revendications et la défense des intérêts particuliers et collectifs des salariés et fonctionnaires.

Devant cette remise en cause du modèle social, basé sur l'égalité de droits, défendre les garanties collectives du Code du travail et conventions collectives comme des statuts, améliorer les droits des salariés, combattre la privatisation des services publics, c'est le rôle du syndicalisme libre et indépendant défendu par FORCE OUVRIERE.

Créteil le 5 avril 2018-adopté à l'unanimité